



Audience publique extraordinaire des référés du **lundi, 14 octobre 1991**, tenue par Nous **Michel REIFFERS**, **1er juge** au Tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg en remplacement des Président et autres magistrats plus anciens en rang, tous légitimement empêchés, assisté du greffier assumé Pascale HUBERTY.

Dans la cause

e n t r e

la société à responsabilité limitée *Soc1.)* SARL,
établie et ayant son siège social à L- *(...)*
, représentée par son représentant
légal;

élisant domicile en l'étude de Maître Patrick PEGUET,
avocat, demeurant à Luxembourg;

demanderesse comparant par Maître Jeanne REIMER-GUILLAUME,
avocat, en remplacement de Maître Patrick PEGUET, avocat,
les deux demeurant à Luxembourg;

e t

la société anonyme *Soc2.)* SA, établie
et ayant son siège social à B- *(...)*
, représentée par son représentant légal;

défenderesse comparant par Maître Jean-Joseph WOLTER,
avocat-avoué, demeurant à Luxembourg;

F A I T S :

(...)

A l'appel de la cause à l'audience publique ordinaire des référés du lundi, 7 octobre 1991, Maître Jeanne REIMER-GUILLAUME donna lecture de l'assignation ci-avant transcrite;

Maître Jean-Joseph WOLTER répliqua;

Monsieur le juge des référés prit l'affaire en délibéré et rendit à l'audience publique extraordinaire des référés de ce jour l'

O R D O N N A N C E

qui suit:

Par exploit de l'huissier de justice Georges NICKTS de Luxembourg en date du 26 août 1991, la SARL (Sec 1.) a assigné la société anonyme (Sec 2.) S.A. à comparaître devant le juge des référés aux fins de se voir condamner à exécuter ses obligations contractuelles sous peine d'une astreinte, sinon de se voir autoriser à faire exécuter ces travaux par une tierce personne aux frais de la (Sec 2.) S.A..

La société défenderesse s'oppose à la demande et soulève en premier lieu l'incompétence territoriale du juge des référés au motif que la (Sec 2.) S.A. aurait son siège social à (...) en Belgique, que le contrat conclu entre parties serait réputé conclu à (.) et que le contrat aurait été exécuté à (...).

Or il résulte des pièces versées en cause que la SARL (Sec 1.) a adressé en date du 24 avril 1989 une commande d'achat aux (Sec 2.) d'un "STEAM BOILER" au prix de 17,4 millions de francs.

Par mini-lettre du 10 mai 1989 les (Sec 2.) se référant au sus-dit bon de commande, ont confirmé ladite commande du "STEAM BOILER" de la SARL (Sec 1.)

Le bon de commande de l' (Sec 1.) contient une clause d'attribution de compétence aux juridictions luxembourgeoises, et en confirmant la commande leur proposée par l' (Sec 1.) SARL, les (Sec 2.) ont accepté la commande aux conditions contenues audit bon de commande, y compris la clause d'attribution de juridiction.

Il s'ensuit que le moyen de l'incompétence territoriale des juridictions luxembourgeoises est à écarter.

La SARL (Sec 1.) fait exposer à l'appui de sa demande avoir commandé un "STEAM BOILER" auprès des (Sec 2.), destiné à une unité de production d'huile de Palme au Venezuela, que les (Sec 2.) s'étaient engagés à fournir la chaudière ainsi que la documentation et les instructions nécessaires destiné au montage, et d'assurer la supervision de l'achèvement du montage ainsi que la mise en route de la chaudière.

L' ~~Soc1.)~~ reproche actuellement aux ~~Soc2.)~~
avoir manqué à leurs obligations contractuelles,
que la documentation et les instructions fournies seraient
insuffisantes et que des pièces manquaient ou seraient
inachevées ou inadaptées, pour demander au juge des référés
d'obliger les ~~Soc2.)~~ d'exécuter ses obligations
contractuelles sous peine d'une astreinte.

Les ~~Soc2.)~~ résistent à la demande et contestent
toute inexécution de leurs obligations contractuelles. Ils
expliquent que les difficultés actuelles de montage du
"STEAM BOILER" résultent non pas d'un manque de documentation
ou de pièces livrées et inadaptées, mais des nombreuses
fautes commises lors du montage de la chaudière.

L' ~~Soc1.)~~ SARL base sa demande en exécution forcée
du contrat sur l'article 807 alinéa 1er du code de procédure
civile qui permet au président de prescrire en référé
les mesures conservatoires ou de remise en état qui s'imposent
soit pour prévenir un dommage imminent, soit pour faire
cesser un trouble manifestement illicite.

Le trouble manifestement illicite visé dans la disposition
légale précitée est synonyme de voie de fait.

La commission d'une voie de fait est constituée par des
actes matériels qui préjudicient aux droits, aux biens
ou aux prétentions d'autrui par l'usurpation matérielle
de droits qu'on n'a pas.

Il est de principe que dans des cas très exceptionnels
la non-exécution d'une obligation contractuelle peut
être à l'origine d'une voie de fait, lorsque l'une des
parties cesse unilatéralement toute relation avec son
co-contractant de façon si intempestive que son agissement
peut être à l'extrême qualifié de voie de fait.

En imposant en pareille espèce l'exécution du contrat,
le juge des référés prend une mesure qui sans préjuger
la solution au fond, a pour objet de maintenir les choses
en l'état.

Il s'ensuit de ce qui précède que l'intervention du juge
des référés en matière d'inexécution contractuelle est
des plus restrictives et ne peut avoir lieu qu'en cas
de violation flagrante et intolérable des obligations
convenues entre parties.

En l'espèce les ~~Soc2.)~~ contestent toute
inexécution de leur obligations contractuelles et leur
comportement ne peut être qualifié de voie de fait au
sens de l'article 807 alinéa 1er du code de procédure
civile.

La demande est dès lors à déclarer irrecevable.

P A R C E S M O T I F S

Nous Michel REIFFERS, 1er juge au Tribunal
d'arrondissement de et à Luxembourg, en remplacement
des Président et autres magistrats plus anciens en rang,
tous légitimement empêchés, siégeant comme juge des
référés, statuant contradictoirement;

recevons la demande en la forme;

Nous déclarons compétent pour en connaître;

la déclarons irrecevable;

condamnons l' ~~SARL~~) . SARL à tous les frais et
dépens de l'instance.